

Le CD&V veut amplifier la lutte contre la fraude fiscale

Le CD&V invite la majorité à rechercher avec lui une solution pour lutter efficacement contre la fraude fiscale. Dans ce contexte, les sociaux-chrétiens flamands proposent d'organiser une concertation à l'image de celle qui a mené à l'accord octopartite sur la réforme de la police et de la justice sous la précédente législature. Cette concertation devrait en pratique avoir lieu au sein d'une commission parlementaire spéciale.

Pour le chef de groupe des sociaux-chrétiens flamands à la Chambre, Yves Leterme, il s'agit d'un problème «intemporel». «Le CD&V, par le passé, n'a pas non plus toujours investi toutes les forces indispensables en la matière», a-t-il expliqué, soulignant que le problème est très important et dépasse les clivages entre partis politiques.

Le CD&V relève encore à cette occasion que le gouvernement actuel se préoccupe déjà du problème et que le commissaire du gouvernement Alain Zenner a effectué dans ce domaine un travail

important. «La plupart des partis sont prêts à discuter du problème. Utilisons l'opportunité pour rechercher ensemble et à long terme des solutions à la fraude fiscale», a dès lors déclaré Yves Leterme.

De manière concrète, le CD&V a décidé de déposer une résolution à la commission des Finances de la Chambre en vue de la constitution de la commission parlementaire spéciale évoquée par le parti.

Le CD&V avance ainsi cinq thèmes de discussion pour servir de base à cette concertation: la simplification de la législation et des procédures; le fonctionnement de l'administration fiscale; la modernisation de la relation entre le fisc et les contribuables; la modernisation des déclarations et l'informatisation du secteur ainsi que l'élargissement des compétences du commissaire du gouvernement, Alain Zenner, à toutes les formes de fraude.

(Avec Belga)